

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE EDEL SA

Société anonyme au capital de 150 134 754 €
Siège social : Zac de l'Hers – 60 rue Buissonnière - 31670 Labège
306 920 109 R.C.S. Toulouse

A. — Comptes consolidés.
I. — Bilan consolidé au 31/12/2024.
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Opérations interbancaires et assimilées	1	615 642	371 063
Opérations avec la clientèle	2-3	1 085 158	1 215 081
Obligations et autres titres à revenu fixe	3-4	95 344	95 363
Actions et autres titres à revenu variable	4	1 759	1 769
Parts dans les entreprises liées	5	321	295
Immobilisations corporelles et incorporelles	6	21 104	21 858
Comptes de régularisation et actifs divers	7	33 638	25 711
Total de l'actif		1 852 966	1 731 141

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Opérations interbancaires et assimilées	1-3	50 872	70 997
Opérations avec la clientèle	2-3	1 465 526	1 305 215
Dettes représentées par un titre	3	14 356	41 650
Comptes de régularisation et passifs divers	7	79 418	70 082
Provisions pour risques et charges	8	21 621	20 770
Dettes subordonnées		9 701	10 363
Fonds pour risques bancaires généraux		11 500	11 500
Intérêts minoritaires		1 188	1 123
Capitaux propres part du groupe	9	198 786	199 438
Capital souscrit		150 135	150 135
Réserves		31 422	32 566
Report à nouveau		1	2
Résultat de l'exercice		20 099	22 264
Acompte sur dividende		-2 871	-5 528
Total du passif		1 852 966	1 731 141

Hors-bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	10	136 808	134 865
Engagements de financement donnés		125 341	121 345
Engagements de garantie donnés		11 466	13 520
Engagements reçus	10	309 489	346 639
Engagements de financement reçus		85 000	85 000
Engagements de garantie reçus		224 489	261 639

II. — Compte de résultat consolidé.

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	12	53 626	44 557
- Intérêts et charges assimilés	13	-40 259	-29 670
+ Commissions (produits)	14	106 126	105 101
- Commissions (charges)	15	-69 983	-65 219
Revenus des titres à revenu variable		93	140
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement		24	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire		12 705	9 088
- Autres charges d'exploitation bancaire		-576	-2 940
Produit net bancaire		61 755	61 058
- Charges générales d'exploitation	16	-32 592	-31 362
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	16	-2 355	-2 305
Résultat brut d'exploitation		26 808	27 391
Coût du risque	17	582	3 088
Résultat d'exploitation		27 390	30 479
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	22	16	-26
Résultat courant avant impôt		27 406	30 453
+/- Résultat exceptionnel		0	0
- Impôts sur les bénéfices	19	-7 106	-8 052
+/- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		0	0
+/- Dotations/reprises des fonds pour risques bancaires généraux		0	0
Intérêts minoritaires		-201	-137
Résultat net part du groupe		20 099	22 264
Résultat par action		0,0799	0,0885

III. — Notes annexes aux comptes consolidés.**Cadre juridique et relations financières**

La Banque Edel est un établissement de crédit associé au Crédit Coopératif. Son capital est détenu à hauteur de 66,06 % par la SC Galec (Groupement d'achat des centres E.Leclerc) et de 33,94 % par le Crédit Coopératif.

Filiales.

La Banque Edel détient au 31 décembre 2023 :

- 95,20 % du capital de la SARL Moninfo, celle-ci fournissant des prestations de monétique et d'informatique ;
- 100 % de la SASU Edel ASSUR, société créée en 2014, qui a démarré son activité en 2015.

Principes d'élaboration des comptes consolidés.**Méthodes et périmètre de consolidation.****Principes généraux**

Les comptes consolidés regroupent les comptes de la Banque Edel et de ses filiales Moninfo et Edel ASSUR. Ils sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et du règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés.

Selon le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés : le tableau des flux de trésorerie n'est pas requis pour les groupes d'assurance et les groupes du secteur bancaire.

Les comptes des entreprises sous contrôle exclusif, y compris les entreprises à structure de comptes différente dont l'activité principale constitue un prolongement des activités bancaires et financières ou relève d'activités connexes, sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise. Il résulte soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote, soit de la désignation de la majorité des membres des organes de direction, ou du droit d'exercer une influence dominante en vertu d'un contrat de gestion ou de clauses statutaires.

Les comptes des entreprises que le Groupe contrôle conjointement sont consolidés par intégration proportionnelle. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Les comptes des entreprises sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidés par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle.

Le tableau suivant présente les entités consolidées de la Banque Edel :

Filiale	Sarl MONINFO	SASU Edel Assur
Nationalité	Française	Française
Date de création	26/07/1995	21/11/2014
Capital social 2023	1 000 000 EUR	50 000 EUR
Parts de contrôle 2023	95,20 %	100,00 %
Parts d'intérêt	95,20 %	100,00 %
Méthode d'intégration	Intégration globale	Intégration globale
Activité exercée	Informatique, monétique	Courtage en assurances
Date de clôture	31 décembre	31 décembre
Adresse	60 rue Buissonnière, 31670 Labège	60 rue Buissonnière, 31670 Labège

Exclusions

Une entreprise contrôlée ou sous influence notable est exclue du périmètre de consolidation lorsque, dès son acquisition, les titres de cette entreprise sont détenus uniquement en vue de leur cession ultérieure ou lorsque des restrictions sévères et durables remettent en cause substantiellement le contrôle ou l'influence exercée sur cette entreprise ou les possibilités de transferts de fonds entre cette entreprise et les autres entreprises incluses dans le périmètre de consolidation.

Par ailleurs, une filiale ou une participation peut être laissée en dehors de la consolidation lorsque les informations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés ne peuvent être obtenues sans frais excessifs ou dans des délais compatibles avec la publication des comptes consolidés.

Retraitements et éliminations.

Les comptes consolidés de la Banque Edel sont établis selon les règles définies par le règlement ANC 2020-01 (venu abrogé le règlement 99-07 et donc modifier le règlement ANC n° 2014-07).

Ce texte prévoit que :

- les comptes des entreprises incluses dans le champ de la consolidation sont rendus homogènes ;
- certaines méthodes d'évaluation s'appliquent à l'élaboration des comptes consolidés par dérogation aux méthodes applicables aux comptes individuels. Elles concernent notamment :
 - les biens loués en crédit-bail ou assimilés ;
 - les écritures passées en application de la législation fiscale ;
 - les impôts différés.

Écritures passées en application de la législation fiscale.

La consolidation impose l'élimination des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale.

Sont notamment concernées les écritures suivantes :

- subventions d'investissement ;
- provisions réglementées lorsqu'elles ne sont pas assimilées aux fonds pour risques bancaires généraux pour la présentation des états financiers.

Impôts différés.

Toutes les différences temporaires résultant de différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif ont été identifiées, de même que les impôts afférents aux écritures de consolidation.

La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les impositions différées sont compensées entre elles (y compris celles qui résultent des déficits fiscaux et amortissements réputés différés) au niveau de chaque entreprise consolidée. Ces compensations ne peuvent, toutefois, être effectuées que sur des impositions différées calculées au même taux et se résorbant sur des échéances suffisamment proches.

Élimination des opérations internes au groupe.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe a été éliminé. Les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont elles aussi éliminées. Le cas échéant, les moins-values qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

Faits caractéristiques de l'exercice.**Taux de marché et couverture.**

2024 a marqué le début du cycle de baisses de taux directeurs dans la plupart des pays développés mais cela s'est fait en ordre dispersé, en termes de rythme comme d'amplitude. Les banques centrales qui ont le plus baissé les taux directeurs sont dans l'ordre celles du Canada, de la Suède, de la Suisse et de la Nouvelle-Zélande (baisses cumulées en 2024 de 175, 150, 150 et 125 points de base respectivement), où la conjoncture a été particulièrement touchée par le cycle de resserrement monétaire de 2022 - 2023 et où le taux de chômage a le plus augmenté. Cela dit, même pour la banque centrale développée qui a le plus baissé ses taux, c'est-à-dire la Banque du Canada (de 5 % à 3,25 % en 2024), les taux restent plus élevés que sur toute la période allant de 2009 à 2022.

Pour sa part, la BCE a effectué 4 baisses de taux de 25 points de base sur l'année 2024 et abaissé son taux de dépôt de 4 % à 3 %, bien que la zone euro soit la seule zone développée où le taux de chômage ait baissé sur la période 2023 - 2024. De son côté, la Fed n'a entamé son cycle de baisses de taux qu'en septembre (avec une baisse de taux de 50 points de base) mais elle a autant abaissé ses taux que la BCE sur l'année (100 points de base), en passant sa fourchette cible de *Fed funds* de 5,25/5,50 % à 4,25/4,50 %. En décembre 2024, la Fed a indiqué, après seulement trois baisses de taux, qu'elle allait entrer dans une nouvelle phase dans son cycle de baisses de taux. En effet, le coup d'arrêt récent à la désinflation et les incertitudes liées aux politiques économiques de la nouvelle administration ont poussé la banque centrale à être nettement plus prudente. Elle ne baissera les taux à nouveau qu'en cas de nouveaux progrès tangibles sur le front de l'inflation.

Au niveau des taux de marché, l'€str, dont la valeur moyenne en 2024 est de 3,642 %, a suivi l'évolution de la politique monétaire de la BCE, perdant près de 100 points de base sur l'année 2024. Aux alentours de 3,90 % en janvier 2024, l'€str est passé à 2,905 % au 31 décembre 2024.

L'Euribor 3 mois, dont la valeur moyenne en 2024 est de 3,570 %, a également reflué au cours de l'année 2024. Au-dessus de 3,90 % en début d'année 2024, cet indice s'élevait à 2,714 % au 31 décembre 2024. L'intégration par les marchés financiers de la probable - et effective depuis - baisse des taux de la BCE lors de la réunion du Conseil des gouverneurs du 30 janvier 2025 explique la baisse d'environ 120 points de base de l'Euribor 3 mois sur un an.

Les prix des swaps à moyen-long terme ont été plus volatils que les taux court terme. En début d'année 2024 les prix des swaps à 5, 7 et 10 ans évoluaient autour de 2,40/2,50 %. Ils sont remontés de 50 points de base en mai et juin 2024, du fait d'inquiétude sur la possibilité d'atteinte de la cible d'inflation de la BCE, avant de refluer vers les 2/2,20 % début décembre pour finalement s'établir à 2,227 %, 2,288 % et 2,346 % pour les swaps à respectivement 5, 7 et 10 ans.

Au titre des couvertures de taux, la Banque Edel disposait d'un *swap* de taux d'intérêt avec le Crédit Coopératif dont la maturité était le 01 août 2024. Ce contrat d'échange de taux d'intérêt était un *swap* payeur de taux fixe, receveur de taux variable. Il était comptabilisé en microcouverture et venait en couverture de l'emprunt lié à l'achat des locaux du siège social de la Banque.

Opérations interbancaires.

L'année 2024 a vu l'atteinte de l'alignement plus strict de la politique ALM de la Banque Edel avec la politique ALM du Groupe BPCE.

L'établissement fait partie du bassin de liquidité du Crédit Coopératif, ce qui lui donne accès indirectement aux conditions de rémunération des excédents et au guichet de refinancement du Groupe BPCE.

Sur l'année 2024, l'encours moyen des emprunts interbancaires du Groupe Banque Edel a été de 50,9 MEUR en baisse de - 0,8 MEUR par rapport à 2023. L'encours des emprunts interbancaires a évolué de 51,3 MEUR en début d'année à 50,5 MEUR le 31/12/2024.

Les opérations interbancaires à l'actif augmentent en moyenne d'une année sur l'autre de 173 MEUR. La politique de placement des excédents a évolué compte tenu du changement des règles de rémunération des dépôts en banque centrale à partir du mois de septembre 2022 : la Banque Edel ne place à la Banque de France que les sommes nécessaires à la constitution des réserves obligatoires (leur montant moyen sur 2024 a été de 8,4 MEUR contre 7,5 MEUR en 2023). Les excédents court terme sont désormais placés au Crédit Coopératif.

Compte tenu d'une politique efficace de collecte de ressources à vue et à terme, ainsi que d'une activité soutenue de la clientèle de la grande distribution, le montant moyen des excédents court terme hors Banque de France a ainsi progressé de 172 MEUR entre 2023 et 2024.

Comme en 2023, la Banque Edel n'a participé à aucune opération de circulation de liquidités au sein du groupe BPCE.

Liquidité.

Dans le cadre de la gestion du LCR (*Liquidity Coverage Ratio*), la Banque Edel a constitué depuis 2017 un portefeuille de titres vifs d'Etat (OAT) ou assimilés permettant d'augmenter significativement sa réserve de HQLA (*High Quality Liquid Assets*).

L'encours total HQLA est de 95 MEUR au 31 décembre 2024. Aucune opération n'a été réalisée sur l'année.

Enfin, la Banque Edel bénéficie toujours de lignes importantes de liquidité auprès de son associé bancaire.

Versement dividendes.

Il a été décidé lors de l'assemblée générale ordinaire des associés en date du 17 juin 2024 de distribuer aux associés une partie du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 pour un montant total de 17,9 MEUR. Un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2023 avait été distribué à hauteur de 5,5 MEUR en 2023. En conséquence le montant distribué au titre de l'exercice 2023 s'élève à 23,4 MEUR.

Mise à jour des provisions.

La banque Edel a conservé une approche prudente et une vigilance dans le contexte économique actuel sur 2024. Elle a maintenu ses modèles de couverture du risque qui sont adaptés en fonction des marchés d'activité. Ces coefficients de dégradation spécifiques ont été réévalués et appliqués sur les différents compartiments de clientèle et de risques.

Ces coefficients sont ainsi déterminés d'une part en fonction de l'exposition des catégories homogènes de clientèle au risque de transition énergétique et d'autre part en prenant en compte la dégradation de la conjoncture économique en cours.

En 2024 et au titre des risques non avérés, la banque Edel a comptabilisé :

- une reprise sur la provision collective se notant sur le marché des taxis (0,6 MEUR)
- une reprise en intégralité sur la provision sectorielle taxis compte tenu de la gestion extinctive du marché (80% du stock amortis à moins de 3 ans) et du fait que les garanties couvrent la totalité de l'EAD générant un impact de 0,3 MEUR.
- une dotation de 2,2 MEUR sur la provision sectorielle grande distribution (révision du modèle).

La Banque a continué d'appliquer le dispositif spécifique de traitement des créances « anciennes » déployé depuis 2023 visant à couvrir le risque propre lié au vieillissement des créances.

Transactions avec les parties liées.

La Banque Edel ne réalise pas de transactions significatives avec les parties liées.

Informations sur les règles et principes comptables**Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.****Immobilisations.**

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

Constructions	35 ans (ancien bâtiment) / 40 ans (nouveau bâtiment)
Fondations	45 ans (ancien bâtiment) / 50 ans (nouveau bâtiment)
Équipements / agencements techniques	15 ans (ancien bâtiment) / 20 ans (nouveau bâtiment)
Mobilier	10 ans
Logiciels	1 an

Les immobilisations peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur actuelle est devenue inférieure à la valeur nette comptable.

Remarque : une décote de 5 ans avait été appliquée sur les durées d'amortissement par composant des anciens bâtiments lors de l'achat car les bâtiments n'étaient pas neufs.

Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés au coût historique. À la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure au coût historique. La valeur d'usage est appréciée notamment au regard de l'utilité de celle-ci pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (cours de bourse, actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).

Crédits à la clientèle.

Les créances sur la clientèle sont ventilées en fonction de la nature des concours : créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à la valeur nominale.

Qualification des encours.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07, l'établissement distingue comptablement les encours sains et les encours douteux.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours déchus et non déchus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie et de caution. Le déclassement des encours en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, voire dès le premier mois d'impayé constaté pour les crédits restructurés. Par déduction les encours sains sont donc les encours ne représentant pas de risque crédit avéré.

Au sein de l'encours douteux, les encours douteux compromis, pour lesquels aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, sont isolés.

Les créances douteuses non compromises sont inscrites en encours sains lorsque les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire, à l'exception des créances douteuses compromises pour lesquelles les intérêts ne sont plus comptabilisés.

Provisionnement des encours douteux.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses à hauteur des pertes probables. Le montant de la provision est égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif (capitaux restants dus) et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Le risque est apprécié de façon individuelle en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Pour les créances de faible montant aux caractéristiques similaires, une estimation statistique est retenue lorsqu'elle est plus appropriée. Les provisions ainsi constituées vont varier également en fonction du vieillissement du dossier.

Les créances restructurées à des conditions hors marché sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote constatée est enregistrée au résultat en coût du risque et au bilan en moins de l'encours concerné. Elle est ensuite réintégrée dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Les provisions pour risques avérés sont complétées par des provisions pour risques non avérés destinées à couvrir des risques clientèles non affectés individuellement. Ces provisions dites « collectives/sectorielles » visent à couvrir des risques potentiels par anticipation. Elles sont constituées sur la base d'observation statistique historique de probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Fonds pour risques bancaires généraux.

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Edel, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF et par l'instruction n° 86-05 modifiée de la Commission bancaire (devenue depuis l'ACPR).

Engagements sociaux

Les engagements sociaux et les avantages au personnel postérieurs à l'emploi sont partiellement couverts par des cotisations versées à AGEAS pour un montant de 239 KEUR pour la Banque Edel et MONINFO au 31/12/2024. Le montant total de l'engagement s'élève au 31/12/2024 à 444 KEUR avec pour principales hypothèses :

- Taux de charges sociales patronales : 52 %
- Taux d'actualisation : 3.00 %
- Table de mortalité utilisée : INS 15-17
- Age de départ à la retraite : 64 ans

Instruments financiers à terme.

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Au 31 décembre 2024, le montant des engagements représentant le volume des opérations non dénouées à la clôture est nul.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions de détention à l'origine.

Les opérations réalisées portaient sur des contrats d'échange de taux d'intérêt conclus à titre de couverture.

Les produits ou charges des opérations comptabilisées en microcouverture sont inscrits en compte de résultat de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble d'éléments couverts. Ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges de cet élément. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits ou charges des opérations comptabilisées en macrocouverture sont inscrits *pro rata temporis* en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans des comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Provisions

Ce poste comprend :

- les provisions pour risques constituées dès lors qu'il existe une obligation de la Banque vis-à-vis d'un tiers et qu'il est probable que l'extinction de celle-ci ne se fera qu'après une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci ;
- les provisions pour risques de contrepartie déterminées sur la base d'une valorisation des garanties obtenues conventionnellement ou judiciairement par la Banque Edel.

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Informations sur les postes du bilan.

Sauf indication contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements ou de provisions.

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en milliers d'euros (KEUR).

Note 1. – Banque centrale, créances et dettes interbancaires.

	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Caisse, banques centrales	58 337	50 569
Créances sur les établissements de crédit	557 305	320 493
A vue	557 305	320 493
A terme	0	0
Créances douteuses nettes		
Créances rattachées	0	0
Total	615 642	371 063
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>519 040</i>	<i>252 141</i>
Passif		
Dettes sur les établissements de crédit	50 563	70 722
A vue	63	19 060
A terme	50 500	51 663
Dettes rattachées	309	275
Total	50 872	70 997
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>-40 130</i>	<i>-40 584</i>

Les excédents bancaires au 31 décembre 2024 sont déposés en Banque centrale et en comptes à vue bancaires, principalement auprès du Crédit Coopératif.

Note 2. – Opérations avec la clientèle.

	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Créances commerciales	32 471	30 482
Autres concours à la clientèle	933 804	1 042 861
Comptes ordinaires débiteurs	92 542	112 064
Créances rattachées et valeurs non imputées	13 374	11 033
Créances douteuses nettes	12 966	18 642
Total	1 085 158	1 215 081
<i>Dont créances éligibles TRICP</i>		
Passif		
Comptes et emprunts	1 443 172	1 276 791
A vue	760 712	672 391
A terme	682 460	604 400
Dépôts de garantie		
Autres sommes dues	8 291	19 402
Dettes rattachées	14 063	9 022
Total	1 465 526	1 305 215

— Détail des autres concours à la clientèle :

	31/12/2024	31/12/2023
Crédits de trésorerie	366 389	450 627
Crédits à l'équipement	495 970	525 711
Crédits à l'habitat	71 445	66 522
Total	933 804	1 042 861

Les encours bruts de crédits sont à 99,9 % sur des contreparties domiciliées en France et seulement 0,1 % d'expositions hors France.

— Ventilation des encours sains par grandes catégories de contreparties :

	31/12/2024	31/12/2023
Entreprises	952 613	1 054 048
Professionnels	35 866	55 888
Particuliers	83 714	86 504
Total	1 072 192	1 196 440

— Créances douteuses :

	31/12/2024	31/12/2023
Douteux	6 522	11 252
Dont créances restructurées à des conditions hors marché	19	67
Douteux compromis	19 141	23 511
Total	25 662	34 763

— Provisions :

	31/12/2024	31/12/2023
Douteux	441	872
<i>Dont provisions pour décote des créances restructurées</i>	4	17
Douteux compromis	12 256	15 250
Total	12 697	16 121

— Variation détaillée des provisions pour créances douteuses :

	31/12/2023	Dotations	Dotations effet temps	Reprise de prov. Utilisées	Reprises de prov. Effet temps	Reprise de prov. Non utilisées	Transfert	31/12/2024
Provisions douteux	872	94	0	0	0	-114	-412	441
Provisions douteux compromis	15 250	1 467	205	-1 722	-455	-2 900	412	12 256
Total	16 121	1 561	205	-1 722	-455	-3 013	0	12 697

Note 3. – Ventilation par durée restant à courir.

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	31/12/2024	31/12/2023
Actif							
Créances sur les Ets de crédit	557 305			0		557 305	320 493
Créances sur la clientèle	324 600	128 180	464 676	167 702		1 085 158	1 215 081
Obligations et autres titres à revenu fixe	166	4 909	60 269	30 000		95 344	95 363
Total	882 071	133 089	524 945	197 702		1 737 807	1 630 938
Passif							
Dettes sur les Ets de crédit	560	563	49 750			50 872	70 997
Dettes sur la clientèle	825 443	124 810	482 720	32 553		1 465 526	1 305 215
Dettes représentées par un titre	8 456	5 900				14 356	41 650
Emprunts subordonnés					9 700	9 700	9 700
Total	834 458	131 273	532 470	32 553	9 700	1 540 454	1 427 563

Les dettes représentées par un titre sont constituées uniquement de Neu CP et Neu MTN.

Note 4. – Portefeuille titres.

	Transaction	Investissement	Placement	31/12/2024	Transaction	Investissement	Placement	31/12/2023
Obligations et assimilées								
- Valeurs brutes		95 178		95 178		95 198		95 198
- Dépréciation				0				0
- Créances rattachées		166		166		165		165
Valeurs nettes	0	95 344	0	95 344	0	95 363	0	95 363
Actions et assimilées								
- Valeurs brutes			2 000	2 000			2 000	2 000
- Dépréciations			-241	-241			-231	-231
Valeurs nettes	0	0	1 759	1 759	0	0	1 769	1 769

Dans le cadre de la gestion de sa liquidité, la Banque Edel investit dans des titres HQLA éligibles à la réserve de liquidité du ratio LCR. Ces titres sont des OAT et des EMTN garantis par l'État et sont comptabilisés en investissement, conformément au règlement ANC n° 2014-07.

Les 2 MEUR comptabilisés en titres de placement sont des parts d'un fonds d'investissement destiné à promouvoir l'économie sociale et solidaire. Ce fonds est géré par ESFIN Gestion, filiale à 100 % d'Ecofi Investissements, elle-même filiale du Groupe Crédit Coopératif.

Note 5. – Liste des filiales non consolidées.

Toutes les filiales en portefeuille au 31 décembre 2024 sont consolidées.

Note 6. – Immobilisations.

Brut	31/12/2023	Acquisitions	Cessions / reclassement	31/12/2024
Immobilisations incorporelles en cours	730	636	-771	595
Immobilisations incorporelles	9 879	173	771	10 824
Immobilisations corporelles en cours	218	152	-359	11
Immobilisations corporelles	31 729	674	-1 196	31 207
Total	42 557	1 635	-1 555	42 637

Amortissement	31/12/2023	Dotations	Reprises / reclassement	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	8 975	541	0	9 516
Immobilisations corporelles	11 724	1 814	-1 521	12 017
Total	20 699	2 355	-1 521	21 533

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation.

Note 7. – Comptes de régularisation.

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'encaissement	595	380
Charges payées d'avance	1 163	973
Produits à recevoir	21 855	12 734
Divers à régulariser	347	1 636
Total	23 960	15 724

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'encaissement		
Charges à payer	8 286	6 759
Produits constatés d'avance	6 051	4 833
Divers à régulariser	5 632	2 812
Total	19 969	14 403

Note 8. – Provisions pour risques et charges.

	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provision collective/sectorielle	14 400	2 521	1 894	15 027
Autres provisions pour risques et charges	6 371	1 893	1 670	6 594
Total	20 770	4 414	3 563	21 621

Des informations complémentaires sont présentées en note 17 – Coût du risque.

Note 9. – Mouvements des capitaux propres.

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Écarts de conversion	Écarts de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	Total capitaux propres
Situation au 31/12/2020	150 135	0	1 181	15 489	6 800	0	0	0	173 604
Mouvements	0	0	1 472	5 328	9 284	0	0	0	16 084
Situation au 31/12/2021	150 135	0	2 653	20 816	16 084	0	0	0	189 688
Mouvements	0	0	27 559	-26 868	6 161	0	0	0	6 853
Situation au 31/12/2022	150 135	0	30 212	-6 052	22 246	0	0	0	196 541
Mouvements	0	0	2 353	525	19	0	0	0	2 897
Situation au 31/12/2023	150 135	0	32 566	-5 526	22 264	0	0	0	199 438
Mouvements	0	0	-1 144	2 657	-2 165	0	0	0	-652
Situation au 31/12/2024	150 135	0	31 422	-2 870	20 099	0	0	0	198 786

Le poste Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) n'a pas varié sur l'exercice.

Le montant du Report à Nouveau intègre l'acompte sur dividendes.

Informations sur les postes du hors bilan**Note 10. – Engagements de financements et de garantie.****— Engagements de financements :**

	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
En faveur de la clientèle		
Autres ouvertures de crédits confirmés	125 341	121 345
Total des engagements de financements donnés	125 341	121 345
Engagements de financement reçus	85 000	85 000
D'établissements de crédit	85 000	85 000
Total des engagements de financements reçus	85 000	85 000

— Engagements de garantie :

	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
D'ordre de la clientèle		
Cautions administratives et fiscales	608	608
Autres cautions et avals donnés	3 679	6 308
Autres garanties données	7 179	6 604
Total des engagements de garantie donnés	11 466	13 520

Il n'existe pas d'opérations susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de l'établissement pour lesquelles une information est requise en application du règlement n° 2010-05 de l'Autorité des normes comptables.

Note 11. – Instruments financiers à terme.

La Banque Edel applique le règlement ANC n° 2014-07 pour l'enregistrement des contrats d'échange de taux.

Un contrat d'échange de taux d'intérêts (*swap*) est classé dans la catégorie « microcouverture » (couverture affectée) en application de la réglementation lorsqu'il sert à couvrir le risque de taux lié à un portefeuille de crédits amortissables identifié. Les charges et produits liés à ce contrat sont enregistrés de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges de l'élément couvert. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

Un *swap* est classé dans la catégorie « macrocouverture » en application de la réglementation lorsque sa détention vise à couvrir le risque de taux global de la Banque. Les charges et les produits relatifs à cette opération sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

Sur l'exercice 2024, la Banque Edel détient ou a détenu le(s) contrat(s) suivant(s) :

Contrepartie	Crédit coopératif
Nominal initial	6 463
Date de départ	01/11/2012
Date de fin	01/08/2024
Amortissement	Trimestriel
Taux receveur	Euribor 3 mois
Taux payeur	1,445%
Périodicité des échanges de flux	Trimestriel
Catégorie de la couverture	micro

Ce *swap* s'est terminé sur l'exercice 2024, il venait en couverture de l'emprunt immobilier réalisé dans le cadre de l'achat du siège social de la Banque Edel.

Informations sur les postes du compte de résultat.

Tous les produits sont encaissés en France.

Note 12. – Intérêts – produits.

	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	19 798	12 251
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	33 295	31 843
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	532	462
Autres intérêts et produits assimilés		
Total	53 626	44 557

Les intérêts perçus sont en hausse par rapport à 2023 (+ 20,4 %), dans un contexte de rémunération significative des encours de la Banque Edel auprès de ses partenaires bancaires.

En revanche, les encours de crédit pour les entrepreneurs individuels et les particuliers continuent à produire moins d'intérêts en raison d'une érosion du stock, conformément à la politique mise en œuvre par l'établissement.

Note 13. – Intérêts – charges.

	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	2 457	2 285
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	36 602	25 979
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	744	1 001
Intérêts sur emprunts subordonnés	455	404
Total	40 259	29 670

Les intérêts versés à la clientèle ont augmenté de + 10,6 MEUR en raison notamment de la renégociation des conditions des placements à terme en 2023.

Note 14. – Commissions – produits.

	31/12/2024	31/12/2023
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	923	989
Commissions sur prestations de services financiers	93 632	92 927
Commissions relatives aux opérations sur titres	0	0
Commissions relatives aux opérations de change	9	11
Commissions sur opérations avec la clientèle	11 562	11 173
Total	106 126	105 101

Les commissions perçues sont en progression de + 1 MEUR par rapport à 2023 (+ 1 %). Cette hausse est due aux bons volumes constatés cette année sur les activités de flux (carte bancaire, pré-acquisition, DAB et carte cadeau).

Note 15. – Commissions – charges.

	31/12/2024	31/12/2023
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	65 639	61 178
Commissions sur opérations avec la clientèle	4 336	4 038
Commissions relatives aux opérations sur titres	0	0
Commissions relatives aux opérations de change	8	2
Total	69 983	65 219

La hausse des commissions payées est liée à la hausse des flux.

Note 16. – Charges générales d'exploitation.

	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel :		
Traitements et salaires	9 298	9 166
Charges de retraite et assimilées	1 219	1 160
Autres charges sociales	4 101	4 102
Intéressement et participation	1 634	1 536
Impôts et taxes liés aux rémunérations	1 167	1 030
Total des frais de personnel	17 418	16 994
Autres charges d'exploitation :		
Impôts et taxes	1 037	1 560
Autres charges générales d'exploitation	16 491	15 113
Total des autres charges d'exploitation	17 529	16 672
Total des charges générales d'exploitation	34 947	33 667

Les charges générales d'exploitation sont en hausse de + 1,3 MEUR (+ 3,8 %), avec une hausse des charges de personnel de + 0,4 MEUR, et une hausse des prestations informatiques.

Note 17. – Coût du risque.

	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Provisions clientèle particulier	1 014	1 411	990	1 738
Provisions clientèle entrepreneur individuels	1 079	4 540	1 002	4 816
Provisions clientèle société non financière	2 194	1 162	117	759
Provisions pour risques et charges	556	73	657	100
Provisions sur opérations sur titres	19	9	94	25
Pertes/récupération clientèle particulier	453		638	
Pertes/récup. Clientèle entrepreneur individuels	353		474	
Pertes/récup. Clientèle société non financière	946		379	
Total	6 613	7 195	4 350	7 438
Solde	-582		-3 088	

Au global, la banque Edel maintient une politique de provisionnement prudente dans un environnement toujours marqué par des incertitudes géopolitiques et économiques. Elle revoit annuellement l'ensemble de son portefeuille par le biais d'analyses par secteur d'activité.

En 2024, la gestion extinctive du portefeuille du marché des taxis s'est poursuivie, sans que la Banque Edel constate une aggravation du risque. En effet, elle constate toujours une stabilité de l'encours en défaut de paiement grâce aux mesures déployées pour contenir le risque.

Les encours sur ce marché bénéficient également d'un niveau de garantie suffisant au travers du nantissement du fonds artisanal associé pour la production la plus récente à la garantie à perte finale de la SIAGI. Aussi, la provision sectorielle taxis a été entièrement reprise pour 0,9 MEUR.

Cependant, dans une approche prudente compte tenu du contexte économique défavorable actuel et des évolutions dans le cadre de la transition énergétique notamment, les modèles de couvertures du risque ont été adaptés.

Sur la provision collective, l'application d'un coefficient de dégradation sur le marché des particuliers comme des taxis pour tenir compte du contexte économique incertain a été revu à la hausse. Toutefois, une reprise a été comptabilisée, ramenant la provision à 3,3 MEUR au 31/12/2024. Cette baisse de la provision s'explique par un effet volume compensée par un effet taux se notant sur le marché taxis.

En 2020, dans une approche prévisionnelle et précautionneuse, la Banque Edel a constitué une provision sectorielle destinée à couvrir un risque éventuel sur le marché des entreprises E. Leclerc. En 2024, elle a affiné les modalités de calcul en réajustant les niveaux de couverture sur les différents compartiments au regard du contexte inflationniste et pour tenir compte de l'augmentation des charges constatées (sociales, énergie et financières) et de la hausse des taux. D'autre part, compte tenu des défis liés à la transition énergétique dans l'avenir et des obligations grandissantes, un coefficient de dégradation lié au risque RSE et transition énergétique est maintenu. Pour la banque Edel, les facteurs de risque ESG ne constituent pas une nouvelle catégorie de risque mais représentent un facteur du risque de crédit.

Enfin, la Banque Edel prend en compte dans ses méthodes de comptabilisation des provisions sur les créances douteuses le vieillissement des créances en renforçant le taux de couverture sur les créances « anciennes ». Pour cela, elle se base sur la durée théorique de recouvrement observée selon les différents marchés et en fonction du vieillissement de la créance le pourcentage de couverture augmente pour arriver à 100% sur les créances les plus anciennes. Ce dispositif est complété au niveau prudentiel par les provisions dites *Backstop* prudentiel pilier 1 et 2 selon les normes du groupe BPCE venant en réduction des fonds propres.

Note 18. – Ventilation de l'effectif.

	31/12/2024	31/12/2023
Employés	86	85
Cadres	90	87
Total	175	172

Note 19. – Impôts sur les bénéfices.

La Banque Edel a opté pour le régime d'intégration fiscale avec ses filiales SARL Moninfo à compter du 1^{er} janvier 1998 et SASU Edel ASSUR lors de sa création.

— Charge d'impôt :

	31/12/2024	31/12/2023
Impôt courant	7 353	8 333
Impôt exceptionnel		
Impôt différé	-244	-281
Charge d'impôt de la période	7 109	8 052

— Preuve de l'impôt :

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat avant impôt	27 406	30 453
Impôt théorique au taux réel	7 794	9 267
Effet des différences permanentes	-383	-876
Effet des différences temporaires	-248	-298
Effet des autres éléments	-61	-41
Total	7 101	8 052

Les différences temporaires, sources d'impôt différé, sont principalement des provisions non déductibles.

Note 20. – Rémunération du directoire et des dirigeants effectifs.

Les rémunérations versées en 2024 aux dirigeants effectifs (directeur général et membres du directoire) ne sont pas communiquées dans la mesure où cela reviendrait à communiquer une information nominative.

Note 21. – Honoraires des commissaires aux comptes.

(En milliers d'Euros)	KPMG		SYGNATURES	
	2024	2023	2024	2023
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	62	60	50	49
Services autres que la certification des comptes	2	2	2	2
Total	65	62	52	51

Événements postérieurs à la clôture.
Néant.

Autres informations.

Conformément au règlement ANC n°2020-01, ce document est tenu à la disposition du public sur le site internet de la Banque Edel : www.banque-edel.fr.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'Assemblée générale de la société Banque Edel S.A.,

Opinion.
En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Banque Edel S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Justification des appréciations :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes consolidés sont les suivants :

Rapport de constats du commissaire aux comptes de la Banque Edel S.A. résultant de procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions ex ante 2024 au Fonds de Résolution Unique (le « FRU »). Ces travaux ont été réalisés par le cabinet Sygnatures S.A.S.

Justification des appréciations.
En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.
Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque crédit sur la clientèle – dépréciations individuelles et collectives.

— **Risque identifié :** La Banque Edel S.A. est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur la clientèle. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés. Les provisions pour risques non avérés, dites collectives et sectorielles, sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la Direction.

Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2024.

Le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 12,7 M€ pour un encours douteux et douteux compromis brut de 25,6 M€ au 31 décembre 2024. Le stock de dépréciation pour risque non avéré s'élève à 15,0 M€ pour un encours sain brut de 1 072,2 M€ au 31 décembre 2024. Le coût du risque sur l'exercice 2024 est en reprise de 0,6 M€ contre une reprise de 3,1 M€ sur l'exercice 2023.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note « Informations sur les règles et principes comptables – Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées » dont notamment « Provisionnement des encours douteux » et « Provisions » ainsi qu'aux notes 2 et 8 de l'annexe.

— **Notre réponse :** Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement, à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collectives et aux corrects déversements et traitements des données dans les outils informatiques.

Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et douteuses compromises et du processus de revue de crédit. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Concernant les dépréciations collectives, nos travaux ont consisté à s'assurer de la permanence de la méthode de calcul, contrôler la base de calcul utilisée, contrôler arithmétiquement le calcul et s'assurer de la correcte documentation des provisions.

Nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées par votre Banque.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

— **Désignation des commissaires aux comptes :** Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Edel S.A. par l'Assemblée générale du 8 avril 2005 pour le cabinet KPMG AUDIT FSI S.A.S. et du 29 juillet 2005 pour le cabinet SYGNATURES.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG Audit FSI et le cabinet Sygnatures étaient dans la 20ème année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés.

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

— **Rapport au Comité d'audit :** Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.821-63 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Toulouse, le 30 juin 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG AUDIT FSI SAS :

Diego DECHELOTTE ;

Associé,

SYGNATURES :

Arnaud BROCHARD ;

Associé.

B. — Comptes sociaux.**I. — Bilan.**
(En milliers d'Euros.)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Opérations interbancaires et assimilées	1 - 3	610 327	365 550
Caisse, banques centrales, CCP		58 274	50 525
Effets publics et valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit à vue		552 053	315 025
Créances sur les établissements de crédit à terme		0	0
Opérations avec la clientèle	2 - 3	1 085 155	1 215 075
Créances commerciales		32 471	30 482
Autres concours à la clientèle		959 725	1 071 935
Comptes ordinaires débiteurs		92 959	112 657
Obligations et autres titres à revenu fixe	4	95 344	95 363
Actions et autres titres à revenu variable	4	1 759	1 769
Parts dans les entreprises liées	5	378	353
Immobilisations corporelles et incorporelles	6	14 036	14 564
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		14 036	14 564
Comptes de régularisation et actifs divers	7	22 028	15 192
Autres actifs		2 187	3 214
Comptes de régularisation		19 841	11 978
Total de l'actif		1 829 027	1 707 866

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Opérations interbancaires et assimilées	1 - 3	50 809	70 953
Banques centrales, CCP		0	0
Dettes sur les établissements de crédit à vue		142	19 071
Dettes sur les établissements de crédit à terme		50 667	51 883
Opérations avec la clientèle	2 - 3	1 483 126	1 320 769
A vue		787 615	708 036
A terme		695 511	612 733
Dettes représentées par un titre	3	14 356	41 650
Bons de caisse		0	0
Titres de créances négociables		14 356	41 650
Comptes de régularisation et passifs divers	7	72 969	64 977
Autres passifs		55 588	52 958
Comptes de régularisation		17 381	12 018
Provisions pour risques et charges	8	17 721	16 658
Dettes subordonnées	10	9 701	10 363
Fonds pour risques bancaires généraux		11 500	11 500
Capitaux propres	11	168 846	170 995
Capital souscrit		150 135	150 135
Primes d'émission Fusion		668	668
Réserves		2 310	1 078
Report à nouveau		1	2
Résultat en instance d'affectation		-2 871	-5 528
Résultat de l'exercice		18 602	24 640
Total du passif		1 829 027	1 707 866

Hors-bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	12	137 093	135 124
Engagements de financement donnés		125 341	121 345
Engagements de garantie donnés		11 751	13 779
Engagements de financement reçus		309 489	346 639
Engagements de financement reçus	12	85 000	85 000
Engagements de garantie reçus		224 489	261 639

II. — Compte de résultat social.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	14	53 626	44 557
- Intérêts et charges assimilés	15	-40 259	-29 670
Revenu des titres à revenu variable		2 964	5 668
+ Commissions (produits)	16	93 346	88 417
- Commissions (charges)	17	-63 504	-59 354
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de négociation			
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement		24	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire		6 174	6 122
- Autres charges d'exploitation bancaire		-11	-2
Produit net bancaire	19	52 359	55 738
- Charges générales d'exploitation	18	-27 676	-27 049
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	18	-765	-811
Résultat brut d'exploitation		23 918	27 877
Coût du risque	20	582	3 116
Résultat d'exploitation		24 500	30 993
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	24	24	-17
Résultat courant avant impôt		24 524	30 976
+/- Résultat exceptionnel		0	0
- Impôts sur les bénéfices	23	-5 921	-6 337
+/- Dotations/reprises des fonds pour risques bancaires généraux		0	0
Résultat net		18 602	24 640
Résultat par action		0,07397	0,09798

III. — Notes annexes aux comptes sociaux.**Cadre juridique et relations financières.**

La Banque Edel est un établissement de crédit associé au Crédit Coopératif. Son capital est détenu à hauteur de 66,06 % par la SC Galec (Groupement d'achat des centres E.Leclerc) et de 33,94 % par le Crédit Coopératif.

Filiales.

La Banque Edel détient :

- 95,20 % du capital de la SARL Moninfo, celle-ci fournissant des prestations de monétique et d'informatique ;
- 100 % de la SASU Edel ASSUR, société créée en 2014, qui a démarré son activité en 2015 .

Faits caractéristiques de l'exercice.**Taux de marché et couverture.**

2024 a marqué le début du cycle de baisses de taux directeurs dans la plupart des pays développés mais cela s'est fait en ordre dispersé, en termes de rythme comme d'amplitude. Les banques centrales qui ont le plus baissé les taux directeurs sont dans l'ordre celles du Canada, de la Suède, de la Suisse et de la Nouvelle-Zélande (baisses cumulées en 2024 de 175, 150, 150 et 125 points de base respectivement), où la conjoncture a été particulièrement touchée par le cycle de resserrement monétaire de 2022 - 2023 et où le taux de chômage a le plus augmenté. Cela dit, même pour la banque centrale développée qui a le plus baissé ses taux, c'est-à-dire la Banque du Canada (de 5 % à 3,25 % en 2024), les taux restent plus élevés que sur toute la période allant de 2009 à 2022.

Pour sa part, la BCE a effectué 4 baisses de taux de 25 points de base sur l'année 2024 et abaissé son taux de dépôt de 4 % à 3 %, bien que la zone euro soit la seule zone développée où le taux de chômage ait baissé sur la période 2023 - 2024. De son côté, la Fed n'a entamé son cycle de baisses de taux qu'en septembre (avec une baisse de taux de 50 points de base) mais elle a autant abaissé ses taux que la BCE sur l'année (100 points de base), en passant sa fourchette cible de *Fed funds* de 5,25/5,50 % à 4,25/4,50 %. En décembre 2024, la Fed a indiqué, après seulement trois baisses de taux, qu'elle allait entrer dans une nouvelle phase dans son cycle de baisses de taux. En effet, le coup d'arrêt récent à la désinflation et les incertitudes liées aux politiques économiques de la nouvelle administration ont poussé la banque centrale à être nettement plus prudente. Elle ne baissera les taux à nouveau qu'en cas de nouveaux progrès tangibles sur le front de l'inflation.

Au niveau des taux de marché, l'€Str, dont la valeur moyenne en 2024 est de 3,642 %, a suivi l'évolution de la politique monétaire de la BCE, perdant près de 100 points de base sur l'année 2024. Aux alentours de 3,90 % en janvier 2024, l'€Str est passé à 2,905 % au 31 décembre 2024.

L'Euribor 3 mois, dont la valeur moyenne en 2024 est de 3,570 %, a également reflué au cours de l'année 2024. Au-dessus de 3,90 % en début d'année 2024, cet indice s'élevait à 2,714 % au 31 décembre 2024. L'intégration par les marchés financiers de la probable - et effective depuis - baisse des taux de la BCE lors de la réunion du Conseil des gouverneurs du 30 janvier 2025 explique la baisse d'environ 120 points de base de l'Euribor 3 mois sur un an.

Les prix des swaps à moyen-long terme ont été plus volatils que les taux court terme. En début d'année 2024 les prix des swaps à 5, 7 et 10 ans évoluaient autour de 2,40/2,50 %. Ils sont remontés de 50 points de base en mai et juin 2024, du fait d'inquiétude sur la possibilité d'atteinte de la cible d'inflation de la BCE, avant de refluer vers les 2/2,20 % début décembre pour finalement s'établir à 2,227 %, 2,288 % et 2,346 % pour les swaps à respectivement 5, 7 et 10 ans.

Au titre des couvertures de taux, la Banque Edel disposait d'un swap de taux d'intérêt avec le Crédit Coopératif dont la maturité était le 01 août 2024. Ce contrat d'échange de taux d'intérêt était un swap payeur de taux fixe, receveur de taux variable. Il était comptabilisé en microcouverture et venait en couverture de l'emprunt lié à l'achat des locaux du siège social de la Banque.

Opérations interbancaires.

L'année 2024 a vu l'atteinte de l'alignement plus strict de la politique ALM de la Banque Edel avec la politique ALM du Groupe BPCE.

L'établissement fait partie du bassin de liquidité du Crédit Coopératif, ce qui lui donne accès indirectement aux conditions de rémunération des excédents et au guichet de refinancement du Groupe BPCE.

Sur l'année 2024, l'encours moyen des emprunts interbancaires du Groupe Banque Edel a été de 50,9 MEUR en baisse de - 0,8 MEUR par rapport à 2023. L'encours des emprunts interbancaires a évolué de 51,3 MEUR en début d'année à 50,5 MEUR le 31/12/2024.

Les opérations interbancaires à l'actif augmentent en moyenne d'une année sur l'autre de 173 MEUR. La politique de placement des excédents a évolué compte tenu du changement des règles de rémunération des dépôts en banque centrale à partir du mois de septembre 2022 : la Banque Edel ne place à la Banque de France que les sommes nécessaires à la constitution des réserves obligatoires (leur montant moyen sur 2024 a été de 8,4 MEUR contre 7,5 MEUR en 2023). Les excédents court terme sont désormais placés au Crédit Coopératif.

Compte tenu d'une politique efficace de collecte de ressources à vue et à terme, ainsi que d'une activité soutenue de la clientèle de la grande distribution, le montant moyen des excédents court terme hors Banque de France a ainsi progressé de 172 MEUR entre 2023 et 2024.

Comme en 2023, la Banque Edel n'a participé à aucune opération de circulation de liquidités au sein du groupe BPCE.

Liquidité.

Dans le cadre de la gestion du LCR (*Liquidity Coverage Ratio*), la Banque Edel a constitué depuis 2017 un portefeuille de titres vifs d'Etat (OAT) ou assimilés permettant d'augmenter significativement sa réserve de HQLA (*High Quality Liquid Assets*).

L'encours total HQLA est de 95 MEUR au 31 décembre 2024. Aucune opération n'a été réalisée sur l'année.

Enfin, la Banque Edel bénéficie toujours de lignes importantes de liquidité auprès de son associé bancaire.

Versement dividendes.

Il a été décidé lors de l'assemblée générale ordinaire des associés en date du 17 juin 2024 de distribuer aux associés une partie du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 pour un montant total de 17,9 MEUR. Un acompte sur dividendes au titre de l'exercice 2023 avait été distribué à hauteur de 5,5 MEUR en 2023. En conséquence le montant distribué au titre de l'exercice 2023 s'élève à 23,4 MEUR.

Mise à jour des provisions.

La banque Edel a conservé une approche prudente et une vigilance dans le contexte économique actuel sur 2024. Elle a maintenu ses modèles de couverture du risque qui sont adaptés en fonction des marchés d'activité. Ces coefficients de dégradation spécifiques ont été réévalués et appliqués sur les différents compartiments de clientèle et de risques.

Ces coefficients sont ainsi déterminés d'une part en fonction de l'exposition des catégories homogènes de clientèles au risque de transition énergétique et d'autre part en prenant en compte la dégradation de la conjoncture économique en cours.

En 2024 et au titre des risques non avérés, la banque Edel a comptabilisé :

- une reprise sur la provision collective se notant sur le marché des taxis (0,6 MEUR)
- une reprise en intégralité sur la provision sectorielle taxis compte tenu de la gestion extinctive du marché (80% du stock amortis à moins de 3 ans) et du fait que les garanties couvrent la totalité de l'EAD générant un impact de 0,3 MEUR.
- une dotation de 2,2 MEUR sur la provision sectorielle grande distribution (révision du modèle).

La Banque a continué d'appliquer le dispositif spécifique de traitement des créances « anciennes » déployé depuis 2023 visant à couvrir le risque propre lié au vieillissement des créances.

Transactions avec les parties liées.

La Banque Edel ne réalise pas de transactions significatives avec les parties liées.

Informations sur les règles et principes comptables

Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes individuels de la Banque Edel ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2020-01 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

La présentation des états financiers suit également les prescriptions de ce règlement.

Tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Immobilisations.

Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

Constructions	35 ans (ancien bâtiment) / 40 ans (nouveau bâtiment)
Fondations	45 ans (ancien bâtiment) / 50 ans (nouveau bâtiment)
Équipements / agencements techniques	15 ans (ancien bâtiment) / 20 ans (nouveau bâtiment)
Mobilier	10 ans
Logiciels	1 an

Les immobilisations peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur actuelle est devenue inférieure à la valeur nette comptable.

Remarque : une décote de 5 ans avait été appliquée sur les durées d'amortissement par composant des anciens bâtiments lors de l'achat car les bâtiments n'étaient pas neufs.

Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés au coût historique. À la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure au coût historique. La valeur d'usage est appréciée notamment au regard de l'utilité de celle-ci pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (cours de bourse, actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).

Crédits à la clientèle.

Les créances sur la clientèle sont ventilées en fonction de la nature des concours : créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à la valeur nominale.

Qualification des encours.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07, l'établissement distingue comptablement les encours sains et les encours douteux.

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie et de caution. Le déclassement des encours en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins, voire dès le premier mois d'impayé constaté pour les crédits restructurés. Par déduction les encours sains sont donc les encours ne représentant pas de risque crédit avéré.

Au sein de l'encours douteux, les encours douteux compromis, pour lesquels aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, sont isolés.

Les créances douteuses non compromises sont inscrites en encours sains lorsque les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire, à l'exception des créances douteuses compromises pour lesquelles les intérêts ne sont plus comptabilisés.

Provisionnement des encours douteux.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses à hauteur des pertes probables. Le montant de la provision est égal à la différence entre la valeur brute comptable de l'actif (capitaux restants dus) et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Le risque est apprécié de façon individuelle en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Pour les créances de faible montant aux caractéristiques similaires, une estimation statistique est retenue lorsqu'elle est plus appropriée. Les provisions ainsi constituées vont varier également en fonction du vieillissement du dossier.

Les créances restructurées à des conditions hors marché sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. La décote constatée est enregistrée au résultat en coût du risque et au bilan en moins de l'encours concerné. Elle est ensuite réintégrée dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Les provisions pour risques avérés sont complétées par des provisions pour risques non avérés destinées à couvrir des risques clientèles non affectés individuellement. Ces provisions dites « collectives/sectorielles » visent à couvrir des risques potentiels par anticipation. Elles sont constituées sur la base d'observation statistique historique de probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Fonds pour risques bancaires généraux.

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Edel, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF et par l'instruction n° 86-05 modifiée de la Commission bancaire (devenue depuis l'ACPR).

Engagements sociaux.

Les engagements sociaux et les avantages au personnel postérieurs à l'emploi sont partiellement couverts par des cotisations versées à AGEAS pour un montant de 239 KEUR pour la Banque Edel et MONINFO au 31/12/2024. Le montant total de l'engagement pour la Banque EDEL s'élève au 31/12/2023 à 444 KEUR avec pour principales hypothèses :

- Taux de charges sociales patronales : 52 %
- Taux d'actualisation : 3.00 %
- Table de mortalité utilisée : INS 15-17
- Age de départ à la retraite : 64 ans

Instruments financiers à terme.

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-07. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Au 31 décembre 2024, le montant des engagements représentant le volume des opérations non dénouées à la clôture est nul.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions de détention à l'origine.

Les opérations réalisées portaient sur des contrats d'échange de taux d'intérêt conclus à titre de couverture.

Les produits ou charges des opérations comptabilisées en microcouverture sont inscrits en compte de résultat de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble d'éléments couverts. Ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges de cet élément. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits ou charges des opérations comptabilisées en macrocouverture sont inscrits *pro rata temporis* en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans des comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Provisions.

Ce poste comprend :

- les provisions pour risques constituées dès lors qu'il existe une obligation de la Banque vis-à-vis d'un tiers et qu'il est probable que l'extinction de celle-ci ne se fera qu'après une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci ;
- les provisions pour risques de contrepartie déterminées sur une base collective.

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Etablissement des comptes consolidés.

La Banque Edel est un établissement de crédit associé au Crédit Coopératif. Son capital est détenu à hauteur de 66,06 % par la SC Galec (26 Quai Marcel Boyer, 94 200 Ivry-Sur-Seine, SIRET 642 007 991 00069) et de 33,94 % par le Crédit Coopératif (12 Boulevard de Pesaro, 92 000 Nanterre).

Filiales.

La Banque Edel détient au 31 décembre 2023 :

- 95,20 % du capital de la SARL Moninfo, celle-ci fournissant des prestations de monétique et d'informatique ;
- 100 % de la SASU Edel ASSUR, société créée en 2014, qui a démarré son activité en 2015.

Un premier palier de consolidation est réalisé par la Banque Edel en consolidant par intégration globale les comptes de ses filiales Moninfo et Edel ASSUR.

Un second palier de consolidation est effectué par le Crédit Coopératif aux normes IFRS par mise en équivalence.

La Banque Edel est consolidée en intégration globale au sein du Galec.

Informations sur les postes du bilan.

Sauf indication contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements ou de provisions. Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en milliers d'euros.

Note 1. – Banque centrale, créances et dettes interbancaires.

	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Caisse, banques centrales	58 274	50 525
Créances sur les établissements de crédit	552 053	315 025
A vue	552 053	315 025
A terme	0	0
Créances douteuses nettes		
Créances rattachées		
Total	610 327	365 550
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>519 040</i>	<i>252 141</i>
Passif		
Dettes sur les établissements de crédit	50 500	70 678
A vue	0	19 016
A terme	50 500	51 663
Dettes rattachées	309	275
Total	50 809	70 953
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>40</i>	<i>171</i>

Les excédents bancaires au 31 décembre 2024 sont déposés en Banque centrale et en comptes à vue bancaires, principalement auprès du Crédit Coopératif.

Note 2. – Opérations avec la clientèle.

	31/12/2024	31/12/2023
Actif :		
Créances commerciales	32 471	30 482
Autres concours à la clientèle	933 804	1 042 861
Comptes ordinaires débiteurs	92 542	112 064
Créances rattachées et valeurs non imputées	13 374	11 033
Créances douteuses nettes	12 963	18 635
Total	1 085 155	1 215 075
Passif :		
Comptes et emprunts	1 460 750	1 292 323
A vue	778 290	687 923
A terme	682 460	604 400
Dépôts de garantie	23	23
Autres sommes dues	8 291	19 402
Dettes rattachées	14 063	9 022
Total	1 483 126	1 320 769

— Détail des autres concours à la clientèle :

	31/12/2024	31/12/2023
Crédits de trésorerie	366 389	450 627
Crédits à l'équipement	495 970	525 711
Crédits à l'habitat	71 445	66 522
Total	933 804	1 042 861

Les encours bruts de crédits sont à 99,9 % sur des contreparties domiciliées en France et seulement 0,1 % d'expositions hors France.

— Ventilation des encours sains par grande catégorie de contreparties :

	31/12/2024	31/12/2023
Entreprises	952 613	1 054 048
Professionnels	35 866	55 888
Particuliers	83 714	86 504
Total	1 072 192	1 196 440

— Créances douteuses :

	31/12/2024	31/12/2023
Douteux	6 485	11 212
<i>Dont créances restructurées à des conditions hors marché</i>	19	67
Douteux compromis	19 141	23 511
Total	25 626	34 723

— Provisions :

	31/12/2024	31/12/2023
Douteux	407	838
<i>Dont provisions pour décote des créances restructurées</i>	4	17
Douteux compromis	12 256	15 250
Total	12 663	16 088

— Variation détaillée des provisions pour créances douteuses :

	31/12/2023	Dotations	Dotations effet temps	Reprise de prov. Utilisées	Reprises de prov. Effet temps	Reprise de prov. Non utilisées	Transfert	31/12/2024
Provisions douteux	838	94	0	0	0	-114	-412	407
Provisions douteux compromis	15 250	1 467	205	-1 722	-455	-2 900	412	12 256
Total	16 088	1 561	205	-1 722	-455	-3 013	0	12 663

Note 3. – Ventilation par durée restant à courir.

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	31/12/2024	31/12/2023
Actif :							
Créances sur les Ets de crédit	552 053			0		552 053	315 025
Créances sur la clientèle	324 597	128 180	464 676	167 702		1 085 155	1 215 075
Obligations et autres titres à revenu fixe	166	4 909	60 269	30 000		95 344	95 363
Total	876 816	133 089	524 945	197 702		1 732 553	1 625 464
Passif :							
Dettes sur les Ets de crédit	496	563	49 750			50 809	70 953
Dettes sur la clientèle	843 043	124 810	482 720	32 553		1 483 126	1 320 769
Dettes représentées par un titre	8 456	5 900				14 356	41 650
Emprunts subordonnés					9 700	9 700	9 700
Total	851 995	131 273	532 470	32 553	9 700	1 557 991	1 443 073

Note 4. – Portefeuille-titres.

	Transaction	Investissement	Placement	31/12/2024	Transaction	Investissement	Placement	31/12/2023
Obligations et assimilées :								
- Valeurs brutes		95 178		95 178		95 198		95 198
- Dépréciation								
- Créances rattachées		166		166		165		165
Valeurs nettes	0	95 344	0	95 344	0	95 363	0	95 363
Actions et assimilées :								
- Valeurs brutes			2 000	2 000			2 000	2 000
- Dépréciations			-241	-241			-231	-231
Valeurs nettes	0	0	1 759	1 759	0	0	1 769	1 769

Dans le cadre de la gestion de sa liquidité, la Banque Edel investit dans des titres HQLA éligibles à la réserve de liquidité du ratio LCR. Ces titres sont des OAT et des EMTN garantis par l'État et sont comptabilisés en investissement, conformément au règlement ANC n° 2014-07.

Les 2,0 MEUR comptabilisés en titres de placement sont des parts d'un fonds d'investissement destiné à promouvoir l'économie sociale et solidaire. Ce fonds est géré par ESFIN Gestion, filiale à 100 % d'Ecofi Investissements, elle-même filiale du Groupe Crédit Coopératif.

Note 5. – Tableau des filiales et participations.

Informations financières sur les filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital et le résultat	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Provisions	Montant des cautions & avais donnés par la société	C.A. H.T. du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette							
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à publication												
1. Filiales (détenues à plus de 50%)												
2. Participations entre 10 et 15%												
Néant												
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société astreinte à publication												
1. Filiales (*) non reprises au § A												
Sarl Moninfo	1 000 000	19 550 864	95,20%	7 257	7 257				35 218 330	2 848 118	2 711 405	
SASU Edel Assur	50 000	603 407	100,00%	50 000	50 000				264 636	159 513	159 510	
2. Participations (*) non reprises au § A												
Néant												

(*) Filiales ou participations françaises.

Note 6. – Immobilisations.

Brut	31/12/2023	Acquisitions	Cessions / reclassement	31/12/2024
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles	122	0	0	122
Immobilisations corporelles en cours	14	0	-14	0
Immobilisations corporelles	20 766	252	-1	21 017
Total	20 902	252	-15	21 139

Amortissement	31/12/2023	Dotations	Reprises / reclassement	31/12/2024
Immobilisations incorporelles	122	0	0	122
Immobilisations corporelles	6 216	765	0	6 981
Total	6 338	765	0	7 103

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire en fonction de la durée probable d'utilisation

Note 7. – Comptes de régularisation.

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'encaissement	595	380
Charges payées d'avance	153	169
Produits à recevoir	347	9 793
Divers à régulariser	18 746	1 636
Total	19 841	11 978

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Comptes d'encaissement	0	0
Charges à payer	6 242	4 915
Produits constatés d'avance	6 051	4 832
Divers à régulariser	5 088	2 271
Total	17 381	12 018

Note 8. – Provisions pour risques et charges.

	31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclassement TUP	31/12/2024
Provision collective/sectorielle	14 400	2 521	1 894		15 027
Autres provisions pour risques et charges	2 259	1 323	888		2 694
Total	16 658	3 844	2 781	0	17 721

Des informations complémentaires sont présentées en note 20 – Coût du risque.

Note 9. – Opérations avec les parties liées.

	31/12/2024	31/12/2023
Produits à recevoir au titre des conventions de prestation de services	-544	3 060
Titres de filiale	378	353
Dettes envers la clientèle	17 600	15 554
Charges facturées	-9 372	-8 651
Intérêts et produits assimilés	0	0
Commissions (charges)	-2 055	-1 952
Commissions (produits)	0	0
Produits divers d'exploitation (loyers, MAD de personnel)	469	2 330
Intégration fiscale	27	27

Note 10. – Dettes subordonnées.

	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées	9 700	9 700
Fonds de garantie à caractère mutuel	0	662
Dettes rattachées	1	1
Total	9 701	10 363

Montant en euros	Devise	Date d'émission	Prix d'émission	Taux	Spread en points de base (1)	Date d'option de remboursement ou de majoration d'intérêts	Cas de paiement obligatoire	Date d'échéance
1 600 000	EUR	30/12/11	0	EUR3M	60	Néant	Néant	Perpétuel
3 100 000	EUR	28/12/12	0	EUR3M	60	Néant	Néant	Perpétuel
5 000 000	EUR	30/09/14	0	EUR3M	120	Néant	Néant	Perpétuel
(1) Au-dessus de l'Euribor								

La Banque Edel possède au 31 décembre 2024 trois emprunts subordonnés souscrits auprès d'un de ses deux associés. Les associés ont formulé le souhait de conserver les emprunts subordonnés dans le cadre du renforcement des fonds propres exigé dans le cadre de Bâle III. Ces emprunts sont pris en compte dans les fonds propres de catégorie 2, en tenant compte des règles d'amortissement prudentielles définies par l'article 64 du règlement UE n° 575-2013.

Note 11. – Mouvements des capitaux propres.

	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Résultat comptable 2023	24 640		24 640	0
Réserves générales	1 078	2 310	1 078	2 310
Capital	150 135			150 135
Primes d'émission Fusion	668			668
Report à nouveau	2	1	2	1
FRBG	11 500			11 500
Versement acomptes sur dividendes	-5 528	5 528	2 871	-2 871
Résultat comptable 2024		18 602		18 602
Total	182 495	26 442	28 591	180 346

La distribution du résultat en dividendes a été proposée et votée à l'assemblée générale ordinaire des associés du 17 juin 2024. Le nombre d'actions au 31 décembre 2024 est de 251 482 parts, le résultat par action est de 73,97 euros.

Informations sur les postes du hors bilan.**Note 12. – Engagements de financement et de garantie.****— Engagements de financement :**

	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement donnés		
En faveur de la clientèle		
Autres ouvertures de crédits confirmés	125 341	121 345
Total des engagements de financements donnés	125 341	125 341
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	85 000	85 000
Total des engagements de financements reçus	85 000	85 000

— Engagements de garantie :

	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
D'ordre de la clientèle		
Cautions administratives et fiscales	608	608
Autres cautions et avals donnés	3 679	6 308
Autres garanties données	7 464	6 863
Total des engagements de garantie donnés	11 751	13 779

Il n'existe pas d'opérations susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de l'établissement pour lesquelles une information est requise en application du règlement n° 2010-04 de l'ANC.

Note 13. – Instruments financiers à terme.

La Banque Edel applique le règlement ANC n° 2014-07 pour l'enregistrement des contrats d'échange de taux d'intérêt.

Un contrat d'échange de taux d'intérêts (*swap*) est classé dans la catégorie « microcouverture » (couverture affectée) en application de la réglementation lorsqu'il sert à couvrir le risque de taux lié à un portefeuille de crédits amortissables identifié. Les charges et produits liés à ce contrat sont enregistrés de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges de l'élément couvert. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

Un *swap* est classé dans la catégorie « macrocouverture » en application de la réglementation lorsque sa détention vise à couvrir le risque de taux global de la Banque. Les charges et les produits relatifs à cette opération sont inscrits *pro rata temporis* en compte de résultat. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

Sur l'exercice 2024, la Banque Edel détient ou a détenu le(s) contrat(s) suivant(s) :

Contrepartie	Crédit coopératif
Nominal initial	6 463
Date de départ	01/11/2012
Date de fin	01/08/2024
Amortissement	Trimestriel
Taux receveur	Euribor 3 mois
Taux payeur	1,445%
Périodicité des échanges de flux	Trimestriel
Catégorie de la couverture	micro

Ce *swap* s'est terminé sur l'exercice 2024, il venait en couverture de l'emprunt immobilier réalisé dans le cadre de l'achat du siège social de la Banque Edel.

Informations sur les postes du compte de résultat.**Note 14. – Intérêts – produits.**

	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	19 798	12 251
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	33 295	31 843
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	532	462
Autres intérêts et produits assimilés		
Total	53 626	44 557

Les intérêts perçus sont en hausse par rapport à 2023 (+ 20,4 %), dans un contexte de rémunération significative des encours de la Banque Edel auprès de ses partenaires bancaires.

En revanche, les encours de crédit pour les entrepreneurs individuels et les particuliers continuent à produire moins d'intérêts en raison d'une érosion du stock, conformément à la politique mise en œuvre par l'établissement.

Note 15. – Intérêts – charges.

	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	2 457	2 285
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	36 602	25 979
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	744	1 001
Intérêts sur emprunts subordonnés	455	404
Total	40 259	29 670

Les intérêts versés à la clientèle ont augmenté de + 10,6 MEUR en raison notamment de la renégociation des conditions des placements à terme en 2023.

Note 16. – Commissions – produits.

	31/12/2024	31/12/2023
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	923	989
Commissions sur prestations de services financiers	80 852	76 244
Commissions relatives aux opérations sur titres	0	0
Commissions relatives aux opérations de change	9	11
Commissions sur opérations avec la clientèle	11 562	11 173
Total	93 346	88 417

Les commissions perçues sont en progression de + 4,9 MEUR par rapport à 2023 (+ 5,6 %). Cette hausse est due aux bons volumes constatés cette année sur les activités de flux (carte bancaire, pré-acquisition, DAB et carte cadeau).

Note 17. – Commissions – charges.

	31/12/2024	31/12/2023
Commissions sur opérations avec les établissements de crédit	59 160	55 313
Commissions sur opérations avec la clientèle	4 336	4 038
Commissions relatives aux opérations sur titres	0	0
Commissions relatives aux opérations de change	8	2
Total	63 504	59 354

L'augmentation de + 7 % des commissions payées est liée à la hausse des flux.

Note 18. – Charges générales d'exploitation.

	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel :		
Traitements et salaires	6 166	6 283
Charges de retraite et assimilées	825	793
Autres charges sociales	2 709	2 742
Intéressement et participation	1 068	996
Impôts et taxes liés aux rémunérations	1 051	914
Total des frais de personnel	11 819	11 727
Autres charges d'exploitation :		
Impôts et taxes	944	1 380
Autres charges générales d'exploitation	15 678	14 753
Total des autres charges d'exploitation	16 622	16 134
Total	28 441	27 861

Les charges générales d'exploitation sont en hausse de + 0,6 MEUR (+ 2 %), avec une hausse des charges de personnel de + 0,1 MEUR, et une hausse des prestations informatiques.

Note 19. – Coefficient d'exploitation.

	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Produit net bancaire	52 359	55 738	-6,1%
Frais généraux	28 441	27 861	2,1%
Coefficient d'exploitation	54,3%	50,0%	

La hausse des frais généraux par rapport à l'exercice précédent, couplée à la baisse du PNB, engendre une hausse de notre coefficient d'exploitation de +4,3 points.

Note 20. – Coût du risque.

	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Provisions clientèle particuliers	685	1 411	960	1 738
Provisions clientèle entrepreneurs individuels	1 407	4 540	1 002	4 816
Provisions clientèle sociétés non financières	2 194	1 162	117	759
Provisions pour risques et charges	556	73	657	100
Provisions sur opérations sur titres	19	9	94	25
Pertes/récupération clientèle particuliers	453		638	
Pertes/récup. Clientèle entrepreneurs individuels	353		474	
Pertes/récup. Clientèle sociétés non financières	946		379	
Total	6 613	7 195	4 319	7 436
Solde	-582		-3 116	

Au global, la banque Edel maintient une politique de provisionnement prudente dans un environnement toujours marqué par des incertitudes géopolitiques et économiques. Elle revoit annuellement l'ensemble de son portefeuille par le biais d'analyses par secteur d'activité.

En 2024, la gestion extinctive du portefeuille du marché des taxis s'est poursuivie, sans que la Banque Edel constate une aggravation du risque. En effet, elle constate toujours une stabilité de l'encours en défaut de paiement grâce aux mesures déployées pour contenir le risque.

Les encours sur ce marché bénéficient également d'un niveau de garantie suffisant au travers du nantissement du fonds artisanal associé pour la production la plus récente à la garantie à perte finale de la SIAGI. Aussi, la provision sectorielle taxi a été entièrement reprise pour 0,9 MEUR. Cependant, dans une approche prudente compte tenu du contexte économique défavorable actuel et des évolutions dans le cadre de la transition énergétique notamment, les modèles de couvertures du risque ont été adaptés.

Sur la provision collective, l'application d'un coefficient de dégradation sur le marché des particuliers comme des taxis pour tenir compte du contexte économique incertain a été revu à la hausse. Toutefois, une reprise a été comptabilisée, ramenant la provision à 3,3 MEUR au 31/12/2024. Cette baisse de la provision s'explique par un effet volume compensée par un effet taux se notant sur le marché taxis.

En 2020, dans une approche prévisionnelle et précautionneuse, la Banque Edel a constitué une provision sectorielle destinée à couvrir un risque éventuel sur le marché des entreprises E. Leclerc. En 2024, elle a affiné les modalités de calcul en réajustant les niveaux de couverture sur les différents compartiments au regard du contexte inflationniste et pour tenir compte de l'augmentation des charges constatées (sociales, énergie et financières) et de la hausse des taux. D'autre part, compte tenu des défis liés à la transition énergétique dans l'avenir et des obligations grandissantes, un coefficient de dégradation lié au risque RSE et transition énergétique est maintenu. Pour la banque Edel, les facteurs de risque ESG ne constituent pas une nouvelle catégorie de risque mais représentent un facteur du risque de crédit.

Enfin, la Banque Edel prend en compte dans ses méthodes de comptabilisation des provisions sur les créances douteuses le vieillissement des créances en renforçant le taux de couverture sur les créances « anciennes ». Pour cela elle se base sur la durée théorique de recouvrement observée selon les différents marchés et en fonction du vieillissement de la créance le pourcentage de couverture augmente pour arriver à 100% sur les créances les plus anciennes. Ce dispositif est complété au niveau prudentiel par les provisions dites *Backstop* prudentiel pilier 1 et 2 selon les normes du groupe BPCE venant en réduction des fonds propres.

Note 21. – Ventilation de l'effectif.

	31/12/2024	31/12/2023
Employés	49	52
Cadres	61	59
Total	110	111

Note 22. – Rémunération du directoire et des dirigeants effectifs.

Les rémunérations versées en 2024 aux organes de direction (directeur général et membres du directoire) ne sont pas communiquées dans la mesure où cela reviendrait à communiquer une information nominative.

Note 23. – Intégration fiscale.

La Banque Edel a opté pour le régime d'intégration fiscale avec ses filiales SARL Moninfo à compter du 1^{er} janvier 1998 et SASU Edel ASSUR lors de sa création.

— Ventilation de l'impôt :

	31/12/2024	31/12/2023
Impôt courant	5 921	6 334
Impôt assis sur le résultat social	5 895	6 307
Impact de l'intégration fiscale	27	27
Impôt sur exercices antérieurs	0	2
Complément d'impôt		2
Impact de l'intégration fiscale		
Total	5 921	6 337

Note 25. – Honoraires des commissaires aux comptes.

(En milliers d'Euros)	KPMG		SYGNATURES	
	2024	2023	2024	2023
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	50	48	39	38
Services autres que la certification des comptes	2	2	2	2
Total	52	50	41	40

Événements postérieurs à la clôture.

Néant.

Autres informations.

En application du règlement ANC n° 2020-01, la Banque Edel établit des comptes consolidés.

Conformément au règlement ANC n° 2020-01, ce document est tenu à la disposition du public sur le site internet de la Banque Edel : www.banque-edel.fr.

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'Assemblée générale de la société Banque Edel S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Banque Edel S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit** : Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

— **Indépendance** : Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la

date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et aux entités qu'elle contrôle et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont les suivants :

- Rapport de constats du commissaire aux comptes de la Banque Edel S.A. résultant de procédures convenues relatives à certaines données utilisées pour le calcul des contributions ex ante 2025 au Fonds de Résolution Unique (le « FRU »). Ces travaux ont été réalisés par le cabinet Sygnatures S.A.S.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit.

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque crédit sur la clientèle – dépréciations individuelles et collectives.

— **Risque identifié :** La Banque Edel S.A. est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur la clientèle. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés. Les provisions pour risques non avérés, dites collectives et sectorielles, sont déterminées à partir de modèles statistiques reposant sur divers paramètres.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les crédits octroyés à la clientèle représentent une part significative du bilan et que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la Direction.

Nous avons considéré que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des provisions et le niveau du coût du risque associé constituent un point clé de l'audit pour l'exercice 2024.

Le stock de dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 12,7 M€ pour un encours douteux et douteux compromis brut de 25,6 M€ au 31 décembre 2024. Le stock de dépréciation pour risque non avéré s'élève à 15,0 M€ pour un encours sain brut de 1 072,2 M€ au 31 décembre 2024. Le coût du risque sur l'exercice 2024 est en reprise de 0,6 M€ contre une reprise de 3,1 M€ sur l'exercice 2023.

Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note « Informations sur les règles et principes comptables – Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées » dont notamment « Provisionnement des encours douteux » et « Provisions » ainsi qu'aux notes 2 et 8 de l'annexe.

— **Notre réponse :** Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôle et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions (et notamment à l'identification de l'assiette des créances porteuses de risque avéré), au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement, à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle et collectives et aux corrects déversements et traitements des données dans les outils informatiques.

Pour les dépréciations individuelles, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation de tests de contrôle du dispositif d'identification et de suivi des contreparties sensibles, douteuses et douteuses compromises et du processus de revue de crédit. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Concernant les dépréciations collectives, nos travaux ont consisté à s'assurer de la permanence de la méthode de calcul, contrôler la base de calcul utilisée, contrôler arithmétiquement le calcul et s'assurer de la correcte documentation des provisions.

Nous nous sommes enfin assurés de la correcte documentation et justification des provisions sectorielles comptabilisées par votre Banque.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces

informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Banque considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Edel S.A. par l'Assemblée générale du 8 avril 2005 pour le cabinet KPMG AUDIT FS I S.A.S. et du 29 juillet 2005 pour le cabinet SYGNATURES.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG Audit FS I et le cabinet Sygnatures étaient dans la 20ème année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

— **Rapport au Comité d'audit :** Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Toulouse, le 30 juin 2025.

Les Commissaires aux comptes :

KPMG AUDIT FSI SAS :

Diego DECHELOTTE ;
Associé,

SYGNATURES :

Arnaud BROCHARD ;
Associé.